

Avis adopté

Séance plénière du 22 octobre 2024

Mieux connecter les Outre-mer

Déclaration du groupe Santé et Citoyenneté

Il est commun de dire que les Outre-Mer sont une chance pour la France parce qu'ils représentent une ouverture sur le monde, une diversité culturelle, et une biodiversité exceptionnelle.

Cette richesse est cependant, trop souvent, marquée par des inégalités persistantes que nos avis précédents ont soulignées.

Cet avis s'inscrit en complément.

Mieux connecter les Outre-Mer c'est les inscrire dans un continuum territorial avec l'hexagone et entre eux en renforçant les infrastructures maritimes, aériennes et numériques... mais c'est aussi leur permettre d'intensifier leurs liens économiques, environnementaux et culturels dans leur bassin géographique.

Ainsi, un cadre législatif, tel que proposé dans l'avis, pourrait "renforcer la cohésion des territoires au sein de la Nation", compenser leur éloignement pour atteindre une égalité réelle. A ce titre, le développement du numérique représente un enjeu majeur pour les Outre-Mer. Dans le secteur de la santé, il peut avoir un impact important. Téléconsultation, téléexpertise, télésurveillance sont des leviers d'amélioration de l'accès aux soins qui pourraient notamment permettre de diminuer certaines évacuations sanitaires et les risques de perte de chance. Cependant, rappelons ici que ces outils ne doivent pas être la seule réponse à la pénurie de professionnels de santé. Leur développement doit avoir pour objectif l'amélioration de la qualité de vie des patients.

Par ailleurs, cette (r)évolution de la médecine exige des infrastructures d'envergure qui devront répondre à des enjeux de sécurité et de souveraineté, mais aussi veiller leur impact environnemental.

Plus généralement, le déploiement du très haut débit sur tous les territoires ultramarins sera un atout pour tous les secteurs. Pour ne pas accroître la fracture numérique, notre groupe restera vigilant sur l'accompagnement, l'accessibilité et la formation de toutes et tous et veillera au maintien d'une médiation humaine.

Pour mieux connecter les Outre-Mer, le groupe S&C a voté l'avis.